the Canada Elections Act, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

And debate continuing;

(Proceedings on Adjournment Motion)

At 10.00 o'clock p.m., the question "That this House do now adjourn" was deemed to have been proposed pursuant to Standing Order 40(1);

After debate, the question was deemed to have been adopted.

Changes in Committee Membership

Notice having been filed with the Clerk of the House pursuant to Standing Order 65(4) (b), membership of Committees was amended as follows:

Messrs. Cardiff, Murta and Hovdebo for Messrs. Taylor, Thacker and Nystrom on the Standing Committee on Agriculture.

Messrs. Shields and McCuish for Messrs. Andre and Siddon on the Standing Committee on National Resources and Public Works.

Mr. Kempling for Mr. Nickerson on the Standing Joint Committee on the Restaurant of Parliament.

Messrs. Oberle, Burghardt, Bujold and Kelly for Messrs. Wilson, Gendron, Gimaïel and Hudecki on the Standing Committee on National Resources and Public Works.

Messrs. MacLellan and McKinnon for Messrs. Marceau and Kilgour on the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

Mr. de Corneille for Mr. Rossi on the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

Returns and Reports Deposited with the Clerk of the House

The following papers having been deposited with the Clerk of the House were laid upon the Table pursuant to Standing Order 41(1), namely:

By Mr. Blais, a Member of the Queen's Privy Council,—Capital Budget of Crown Assets Disposal Corporation, for the financial year ended March 31, 1981, pursuant to subsection 70(2) of the Financial Administration Act, chapter F-10, R.S.C. 1970, together with Order in Council P.C. 1980-2093, dated July 31, 1980, approving same. (English and French).—Sessional Paper No. 321-1/117A.

électorale du Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent des privilèges et élections.

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 40 du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe (4) de l'article 65 du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Cardiff, Murta et Hovdebo en remplacement de MM. Taylor, Thacker et Nystrom sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Shields et McCuish en remplacement de MM. Andre et Siddon sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Kempling en remplacement de M. Nickerson sur la liste des membres du Comité mixte permanent du restaurant du Parlement.

MM. Oberle, Burghardt, Bujold et Kelly en remplacement de MM. Wilson, Gendron, Gimaïel et Hudecki sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. MacLellan et McKinnon en remplacement de MM. Marceau et Kilgour sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. de Corneille en remplacement de M. Rossi sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur le Bureau de la Chambre, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 41 du Règlement, savoir:

Par M. Blais, membre du Conseil privé de la Reine,—Budget d'investissements de la Corporation de disposition des biens de la Couronne pour l'année financière terminée le 31 mars 1981, conformément aux dispositions du paragraphe (2) de l'article 70 de la Loi sur l'Administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970, ainsi que copie de l'arrêté en conseil C.P. 1980-2093, en date du 31 juillet 1980, approuvant ce budget. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-1/117A.